

Le goût d'agir. Réver, rétablir, réussir

Entretien de Pascal Chevrette avec les auteurs

Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras

Rêver le territoire (160 pages), GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS

Réussir l'éducation (164 pages), GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS

Rétablir la santé (160 pages), HÉLÉNA BRUNEAU,
GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS

Pascal Chevrette

Volume 13, numéro 2, printemps 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90534ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chevrette, P. (2019). Le goût d'agir. Réver, rétablir, réussir : entretien de Pascal Chevrette avec les auteurs Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras / *Rêver le territoire* (160 pages), GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS / *Réussir l'éducation* (164 pages), GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS / *Rétablir la santé* (160 pages), HÉLÉNA BRUNEAU, GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(2), 20–24.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

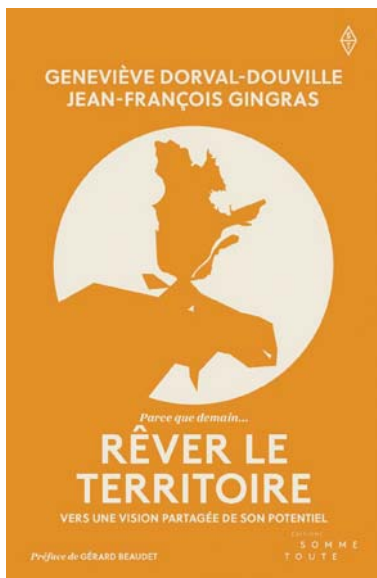
<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



RÊVER LE TERRITOIRE (160 PAGES)
**GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
 ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**



RÉUSSIR L'ÉDUCATION (164 PAGES)
**GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
 ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**



RÉTABLIR LA SANTÉ (160 PAGES)
**HÉLÉNA BRUNEAU,
 GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
 ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS**

Montréal, Somme toute, 2018

Le goût d'agir

Rêver, rétablir, réussir

entretien de Pascal Chevrette avec les auteurs Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras

1. Vous avez fait paraître dans un intervalle assez court trois ouvrages, trois livres nous incitant à établir des priorités nationales en matière d'éducation, de santé et de territorialité, et à passer à l'action pour remettre le Québec sur ses rails. Quel a été le point de départ de votre initiative?

C'est l'aboutissement de huit ans d'implication dans des mouvements citoyens. Nous nous sommes rencontrés en 2010 dans le cadre de Génération d'idées. À ce moment, les bulletins d'actualité nous martelaient des mauvaises nouvelles : corruption, collusion, élus associés à ces dossiers, le Suroît, le mont Orford, le déséquilibre fiscal qui se réglait et qui s'est volatilisé en baisse d'impôts. En résumé, on ressentait que tout allait mal et il n'y avait rien qu'on ne puisse faire!

Nous avons donc amorcé un travail pour analyser nos affaires collectives. Nous avons découvert deux aspects fondamentaux : tout n'allait pas mal ; et il y avait des pistes d'amélioration.

Nos essais visent donc à proposer une lecture de ces thèmes (éducation, santé, territoire), des objectifs prioritaires et des propositions concrètes, documentées et inspirantes!

Collectivement, il y a comme une idéalisation de cette période qu'est la Révolution tranquille : comme si ce travail colossal ne pourrait jamais être égalé, recommencé. Nous, au contraire, pensons humblement que notre société réussira à surmonter les défis d'aujourd'hui, avec les outils à notre disposition. Nous serons capables, Québécois, de faire un pas de plus, comme celui que nos prédécesseurs ont eu le courage de faire.

Ces ouvrages s'inscrivent dans notre désir d'une implication plus grande des citoyens dans le paysage politique, par une meilleure connaissance de ces thèmes. Pour nous, nos voix citoyennes sont d'une importance capitale!

2. Réussir l'éducation doit effectivement, comme vous le dites, être au cœur du projet de la société québécoise. Par où commencer dans ce vaste chantier alors que les taux de décrochage sont importants et que l'infrastructure du réseau public montre tant de signes de détérioration?

Par organiser notre réseau de l'éducation autour de la réussite de nos élèves. Pas simplement réussite d'une note sur un bulletin. D'abord par reconnaître que nous sommes rendus à une deuxième étape de développement de notre réseau. Notre défi dans les années 1960 était l'accès à des études formatrices, préparant à la vie citoyenne, économique, sociale. Dans l'ensemble nous avons réussi. Mais nous avons laissé le chantier inachevé. Maintenant, nous devons organiser la réussite dans ce vaste réseau que nous avons créé.

Ce qui revient dans l'ensemble des témoignages, des études que nous avons consultées, c'est que nos décisions (structurantes) ne sont pas basées sur des données probantes. On essaie, on suit une mode. Force est d'admettre que les résultats ne sont pas au rendez-vous. Les élèves décrochent, les enseignants décrochent, la maîtrise de certaines matières comme le français ou l'histoire laisse dubitatif.

On pourrait agir sur plusieurs aspects, mais on propose de commencer là où on aura le plus d'impact, c'est-à-dire agir le plus tôt possible auprès des enfants, et miser sur nos enseignants. Pour le premier point, il ne s'agit pas d'une question de performance, mais de fournir des blocs de départ équitables à nos tout-petits. Une intervention dès qu'il y a des difficultés, le plus tôt possible, est la plus efficace. Sinon, les difficultés s'accumulent et, avec elles, la pensée pour l'élève qu'il ne pourra jamais réussir. C'est ce qu'on fait en ce moment, laisser les choses aller. Avec les résultats que l'on voit. Il est temps de renverser la tendance! Miser sur nos meilleurs outils, les CPE, pour bien préparer les enfants à l'école, puis sur un dépistage et un accompagnement des difficultés dès l'entrée à l'école.

L'autre point, c'est la valorisation et le rehaussement du rôle du professeur ; c'est l'élément ayant le plus d'impact sur la réussite scolaire de nos enfants.

Il est temps de revoir le mode d'attribution des tâches qui leur incombe, l'aide qui leur est apportée en soutien à leurs élèves, l'encadrement durant leur cheminement, leur implication au niveau de la recherche et des décisions prises en éducation et, pour terminer, redorer leur rôle si important pour l'avenir de notre société. Ils sont les passeurs de notre savoir, de notre pouvoir collectif, donnons-leur des outils à la hauteur de leur rôle!

3. Dans *Rêver le territoire*, vous laissez entendre que les Québécois «en connaissent peu sur leur territoire»? Avez-vous le sentiment que, quelque part dans notre histoire, il y a eu une perte du sentiment d'appartenir à ce vaste territoire? Et si oui, quelles seraient les causes d'une telle désaffection? Le système d'éducation contribue-t-il bien à nous faire connaître ce territoire que nous habitons?

Nous pourrions identifier quelques causes en remontant l'histoire. Mais plus concrètement, comme le dit si bien Serge Bouchard: «Qui connaît aime». Connaissons-nous? Apprécions-nous notre territoire? Nous rêvons de tropiques, alors que nos lacs, forêts et montagnes ont tant à offrir. Nos bases en géographie et histoire sont minces, alors que ces éléments marquent notre différenciation, notre unicité. Même en télévision: il devrait être important de se voir, que l'on reflète nos réalités, nos paysages, nos accents, notre histoire. Qu'entend-on souvent? Que l'histoire, la géographie, «c'est plate». Mais il s'agit là de quelque chose de fondamental, qui a façonné notre culture, beaucoup plus que l'on pourrait l'imaginer. Il nous semble que le territoire est un peu la «patte de chaise manquante» à notre définition identitaire.

Le système d'éducation se retrouve régulièrement sollicité dans ce genre de débats. Il est un important vecteur de transmission, mais pas le seul. Des solutions tiennent aussi dans la volonté et l'initiative des décideurs de tous les milieux. En télévision, on doit vouloir illustrer notre territoire, nos collectivités; les juristes doivent se pencher sur certaines questions non réglées comme la définition des frontières; nos entrepreneurs, nos acteurs locaux pourraient s'intéresser davantage aux ressources propres à nos régions.

Aurait-on une approche de «locataire» envers notre territoire? Nous nous en préoccupons lorsqu'on creuse un trou (on veut un BAPE), mais on regarde les «power centers» et les développements immobiliers gruger notre territoire sans broncher. On se désintéresse aussi du monde agricole. Or, à force de ne pas s'intéresser plus à notre territoire, on risque de laisser d'autres s'y intéresser... et pas toujours à notre avantage!

4. Comment redynamiser intelligemment les régions sans risquer de tomber dans une perspective extractiviste et capitaliste?

Les éléments d'une stratégie de revitalisation, ou de dynamisation, d'un milieu peuvent être regroupés en trois catégories: les gens, la vision et les ressources. Ce sont les éléments qui reviennent dans plusieurs études, recommandations officielles sur le sujet.

D'abord, les gens. Le développement du territoire dépend de l'engagement de leaders visionnaires et compétents, qui connaissent bien leur milieu et qui œuvrent en collaboration avec d'autres acteurs locaux, à travers un comité de développement actif. La présence d'un fort sentiment d'appartenance au milieu est un élément clé.

Ensuite, la vision. La démarche doit mener à une planification participative à long terme accompagnée de projets concrets et mobilisateurs faisant l'objet d'un suivi. Ça prend les deux: la vision long terme, et le concret à court terme, générant des retombées visibles pour la collectivité. Il faut travailler ces projets et cette vision à l'échelle de la collectivité, en fonction de ses forces et opportunités, et en tenant compte de ses contraintes. Il faut user de stratégies innovantes.

Enfin, les ressources humaines et financières. Un des éléments clés du succès, largement démontré, c'est l'accompagnement par un intervenant dédié au développement local, une

personne-clé qui saura aller chercher les bons alliés internes et externes au milieu, animer la démarche et s'assurer qu'elle porte fruit. Il faut aussi assurer l'accès à du financement pour la démarche de revitalisation elle-même (dont cette personne-ressource), ainsi que pour les projets qui en émergeront.

Si on regarde les domaines d'activités qui semblent prometteurs, l'agriculture nous vient tout de suite en tête. On peut accomplir beaucoup si on y met un peu de volonté et les mêmes efforts qu'auprès d'autres industries. Agriculture de proximité, bio, en serres, hivernale sont autant de pistes. Et en plus d'assurer une qualité d'aliments pour nous tous, c'est une formidable façon d'occuper notre territoire, de profiter de ses particularités, de le façonner. Nous sommes de plus en plus sensibilisés à manger «local», à réduire notre empreinte écologique et cela peut s'inscrire dans une stratégie environnementale. Également, cela permet d'innover avec des produits, un climat que l'on doit bien connaître.

La question des infrastructures numériques est aussi très intéressante: et si cela était notre défi, comme l'était l'hydroélectricité il y a 60 ans? Faire la comptabilité à la main parce qu'on n'a pas l'accès à internet haute vitesse... ça n'aide pas le développement, la productivité, les nouvelles idées! Déjà plusieurs localités et MRC mettent sur pieds des projets d'accès aux infrastructures numériques: cela assure qu'on réponde aux besoins des citoyens, que l'on se dote d'outils pour attirer des entreprises, assurer le développement et la pérennité de celles déjà présentes.

5. Vos ouvrages sont abondamment documentés. On sent à vous lire que dans les trois secteurs concernés, il y a lieu de reconnaître ce que la société québécoise a développé au fil des décennies. Selon votre lecture, y a-t-il des initiatives qui avaient leur raison d'être par le passé et qui ont disparu avec le temps, en raison des coupures et des désengagements de l'État?

Oui, c'est d'ailleurs un des éléments qui ont marqué notre engagement au fil des années: la disparition du qualificatif «stratège» lorsqu'on parle d'État. Nous avons un modèle qui, sans être parfait, misait sur la concertation dans les divers milieux; on peut donc déplorer la disparition d'organisations comme les conseils régionaux de développement et leur version édulcorée des conférences régionales des élus, la Politique nationale de la ruralité et ses outils, les centres locaux de développement, les forums jeunesse régionaux, les Centres d'orientation et de formation pour les immigrants (COFI), le Commissaire à la santé et au bien-être (remis en fonction en 2018). Ajoutons le délaissement du rôle des CLSC dans le domaine de la santé, qui étaient plus près des gens et à caractère plus social. Ce sont là toutes des organisations et initiatives qui avaient fait leurs preuves, certaines même qui étaient des inspirations à l'échelle internationale, qui ont été abolies ou dont le rôle a été diminué pour des raisons financières ou idéologiques.

De même pour les CPE, une innovation québécoise extrêmement inspirante et ayant des effets admirables et documentés sur le développement des enfants. Ils n'ont pas été abolis, mais leur déploiement a été ralenti au profit de versions moins chères et de moindre qualité, les garderies à but lucratif. Et là, on nous parle de maternelles 4 ans, également démontrées moins efficaces que nos CPE pour préparer nos enfants à l'école. Pourquoi ne pas plutôt miser sur nos réussites, surtout pour cet enjeu crucial pour notre société qu'est le développement de nos tout-petits, l'éducation?

On peut aussi se demander où sont passées les politiques économiques structurantes comme celles qui ont jadis amené la création des RÉA (régime d'épargne-action qui a propulsé le développement du «Québec Inc.» dans les années 1980). Nos dirigeants semblent peu occupés à chercher nos prochains champions!



6. À propos du territoire, n'y a-t-il pas trop d'idéalisme dans votre ambition d'en reprendre le contrôle? L'heure est à l'étalement urbain et aux banlieues. Les forces en présence pour qu'une telle reprise ait lieu sont plutôt manquantes, ne trouvez-vous pas? Ne parle-t-on pas après tout de désindustrialisation, de dévitalisation des régions éloignées, d'exode de la jeunesse vers les grands centres?

Avant de fixer quelque plan que ce soit, avant de faire des propositions qu'on espère réalisables, il faut rêver! Nous pensons que pour inspirer, il faut se fixer un objectif, un but. L'idée étant de tendre vers ce but, de réfléchir à nos décisions: celles qu'on prend sont-elles un pas dans la direction de cet objectif?

Avec *Rêver le territoire*, nous souhaitons donner du souffle, le goût à nos concitoyens de se découvrir, de découvrir leurs voi-

sins, leur territoire, ses potentiels. C'est notre lecture, nos ambitions pour notre collectivité.

En même temps, ce n'est pas si idéaliste que ça: prenez l'exemple dans le livre de Saint-Camille. C'est le parcours d'une communauté dynamique qui s'est mise en action, qui a relevé ses défis, qui a répondu à ses besoins en posant des gestes précis, constants. La Mauricie semble aussi retrouver du souffle avec les microbrasseries qui s'installent. Chacune des régions du Québec recèle un potentiel de trouver ses filons porteurs, il faut soutenir leurs initiatives, les accompagner dans ce processus.

Il faut souligner les propositions inspirantes, documentées. Par exemple l'Alliance Ariane, qui regroupe des professionnels de l'aménagement territorial, des municipalités et des entreprises, milite pour l'adoption d'une Politique nationale d'aménagement du territoire. Trois des quatre partis à l'Assemblée nationale la soutiennent, dont la CAQ qui forme le plus récent gouvernement. Ce n'est pas rien! Nos défis environnementaux exigent de nous des gestes concrets. Aussi, la Communauté métropolitaine s'est dotée d'un plan métropolitain d'aménagement (PMAD) salué par plusieurs intervenants. On réclame à grands cris des transports collectifs structurant, et ce, pas juste les groupes environnementaux, mais même la Chambre de commerce du Montréal métropolitain!

Bien sûr, la tentation de l'étalement est toujours présente: c'est pourquoi l'État québécois doit intervenir pour poser des balises, et réviser ses partenariats financiers avec les villes de façon cohérente. Mais avec toutes les initiatives et démarches en place, et l'intérêt de plus en plus présent pour l'environnement et la qualité de vie, il faut persévérer en ce sens.

7. La notion de terroir revient souvent dans *Rêver le territoire*. Vous en parlez pour décrire l'économie, l'entrepreneuriat en région et la diversité économique. J'aimerais savoir comment vous définissez cette notion.

Le terroir, et on pourrait aussi dire «les terroirs» québécois, veut marquer une distinction. Tantôt dans l'agriculture, tantôt dans les loisirs, tantôt dans notre culture culinaire. Ce sont tous les éléments qui peuvent nous distinguer. On irait en Gaspésie manger des fruits de mer, on achèterait un manteau d'hiver isolé avec de l'asclépiade, on regarderait le film *La grande séduction* ou *La Guerre des tuques* (l'original). On écouterait la musique d'Elisapie, de Daniel Bélanger, lirait Marie-Sissi Labrèche, Gabrielle Roy, Michel Tremblay. Qui d'autre peut nous rendre attachant une famille vivant dans un quartier populaire d'une grande ville? Qui peut nous cuisiner le cerf? Quelle destination voyage peut rivaliser avec notre Nord? Nos rivières? Le fleuve?

Le terroir, nos terroirs sont composés de tous ces éléments qui nous différencient. On peut se différencier dans l'assiette, dans nos produits, nos inventions (la souffleuse!, la motoneige), nos loisirs, nos habitudes (le temps des sucres, la récolte de courges, la randonnée automnale, la cueillette des fraises, des framboises, les épiluchettes de blé d'inde).

C'est dans ces différences que notre société est belle à nos yeux et à ceux des autres. C'est ce qui la rend attrayante et unique. Nous devons miser là-dessus et en être fiers.

8. Comment l'État québécois doit-il se comporter à l'égard du territoire? S'il doit faire plus, quelles sont les failles dans son intervention? Quelles sont les forces sur lesquelles il faudrait miser? Avons-nous les bons outils de développement, les bons programmes et organismes pour encourager communautés et entreprises?

L'État doit reconnaître que le territoire est vaste et différent entre les différentes régions. Une solution développée à Montréal n'est pas nécessairement pertinente sur la Côte-Nord, et vice versa. Par exemple, nos écoles doivent-elles être bâties sur le même modèle partout? Les réalités n'étant pas les mêmes partout, il faut être ferme sur les objectifs communs, mais souples dans les moyens d'y arriver, pour permettre aux instances locales de choisir les moyens les plus adaptés à leur réalité.

Il faut faire confiance aux forces locales et régionales pour percevoir les opportunités économiques, sociales et culturelles. Sur place, elles sont plus à l'affût de nos atouts qu'un État fortement centralisé.

Du côté des outils, nous en avons plusieurs qui étaient d'excellents relais et organisateurs de notre territoire. On en discutait plus haut, plusieurs de ces lieux de concertations ont été abolis sous le gouvernement précédent. Certains, comme les Conseils régionaux de développement, ou la Politique nationale de ruralité étaient reconnues dans des études pour leurs résultats concrets et probants. Nous nous sommes ainsi privés d'outils structurant dans les milieux ayant fait leurs preuves, alors que nous aurions dû les renforcer encore, miser sur les leviers qu'ils constituaient pour développer nos territoires, nos régions.

9. À la page 109 de *Rêver le territoire*, à propos d'un futur réseau ferroviaire et de transports à développer sur le territoire québécois, vous écrivez que nous devrions aller au fédéral et au privé pour réclamer les fonds. Est-ce la bonne stratégie à adopter?

La stratégie doit être d'abord de se connecter, de connecter tous les Québécois. Cela consiste donc à se doter d'un réseau de transport interrégional adapté à notre territoire. Celui-ci est vaste, nordique et nécessite du transport terrestre, aérien et maritime. On doit être innovant, imaginatif, sortir des sentiers battus, tout en s'inspirant de ce qui se fait de mieux ailleurs et ici.

Il faut surtout développer un réseau de rails pour voyageurs: pour le moment, le transport de marchandises a priorité, et ça compromet l'efficacité d'un réseau voyageur. On nous donne souvent comme argument que la densité de population est insuffisante, mais le long du corridor Québec Windsor la densité s'apparente à diverses régions européennes... ce qui justifie amplement la présence d'un train à haute vitesse, voire un TGV. Le transport ferroviaire représente un bon moyen de relier nos régions entre elles. Il y aurait certainement à explorer avec le transport maritime pour faire circuler des marchandises. La Norvège teste un porte-conteneurs électrique, autonome. Rolls-Royce et Google travaillent dans le même sens.

Électrifier les transports collectifs devient aussi un projet prioritaire. Ce sont des modes de transports qui se construisent ici, qui s'entretiennent ici, qui utiliseront l'énergie d'ici. Si on peut diminuer la consommation de voiture et de pétrole, tous importés de l'extérieur, encourager l'économie d'ici tout en nous connectant mieux entre nous, on gagne sur tous les plans.

La bonne nouvelle: sont présents sur notre territoire des forces en ingénierie, en construction ferroviaire et en autobus, en énergie propre. Nous avons des leviers intéressants à notre disposition, utilisons-le pour nous doter d'une stratégie de transport à la hauteur de nos défis.

Une fois cette décision prise par nos décideurs, appuyée par les Québécois, les moyens, les ressources financières et les plans suivront. Les bons acteurs seront identifiés en temps et lieu. Le gouvernement du Québec peut investir dans un tel réseau de transport collectif régional. D'un autre côté, le gouvernement fédéral dispose de fonds dans divers programmes; les Québécois paient aussi des impôts au palier fédéral, des projets recevront des sommes de ces fonds. Dans les années 2000, un programme à coûts partagés offrait des sommes pour des infrastructures. À cette époque, le gouvernement du Québec a préféré utiliser ces fonds fédéraux pour construire des autoroutes, mais l'Ontario s'en est servi pour moderniser des réseaux de transport collectifs. Nous ferons mieux la prochaine fois.

10. Comment se situer entre la tendance à rechercher la concurrence dans le marché international et le devoir de consolider les économies locales et l'économie nationale?

Nous entendons régulièrement la «création d'emplois» comme promesse électorale ou encore comme réalisation majeure d'un gouvernement. L'idéal serait que les emplois créés, que les entreprises créées ou s'installant chez nous s'ancrent dans leur milieu. Si les entreprises ne s'installent que pour un crédit ou congé d'impôt, il est difficile de les retenir lorsque d'autres offrent plus (ou imposent moins), leur présence est plus volatile. Alors que si elles s'installent dans une région à cause de ses opportunités, sa qualité de vie, sa main-d'œuvre, ses ressources, ses institutions, elles tendent davantage à rester. Les raisons qui les ont amenées dans la région demeurent et se renforcent avec le temps, car elles tissent des liens avec les acteurs locaux en formation, main-d'œuvre, recherche, etc. Pensons à l'entrepreneuriat collectif: c'est une forme d'organisation qui répond au besoin de son milieu, développe ses employés, investit ses profits dans l'entreprise, son milieu, sa mission.

Bien sûr qu'il y a le grand jeu de la concurrence fiscale au plan international, et même entre nous, si on pense par exemple au déménagement de la brasserie Molson jouant Montréal contre Longueuil. Il faut certes être compétitifs, tout en mettant de l'avant d'autres atouts comme notre main-d'œuvre spécialisée, nos ressources créatives, la qualité de vie possible au Québec (parlez-en aux Français!). Ces éléments sont de plus en plus importants dans le choix des entreprises désormais, il faut miser là-dessus si on veut des entreprises qui restent et réinvestissent au Québec! Dans un contexte où la main-d'œuvre qualifiée se raréfie, certains paramètres de ce jeu changeront encore davantage dans un futur proche.

11. En matière de santé, vous écrivez dans *Rétablir la santé* que le vieillissement de la population n'est pas la cause majeure du dysfonctionnement du réseau de la santé. Quelles en seraient alors les causes et quelles sont vos propositions pour l'améliorer?

Les facteurs qui expliquent le plus l'augmentation des coûts en santé résident dans l'augmentation de la prescription et de la consommation des soins et services de santé et ce, à tous les âges. La première cause n'est donc pas le vieillissement de la population, tel qu'il est fréquemment véhiculé. On remarque une hausse constante de la proportion de personnes âgées de 12 ans et plus qui ont un problème de santé de niveau modéré à sérieux, sans égard à la tranche d'âge. Très souvent, ces problèmes de santé sont attribuables aux maladies dites chroniques comme le diabète, l'hypertension, les maladies inflammatoires, les problèmes pulmonaires.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 80% des maladies chroniques seraient évitables si l'on modifiait nos habi-

tudes de vie. Or, nos habitudes de vie sont un élément sur lequel nous avons réellement du pouvoir, sur lequel nous pouvons agir concrètement.

Actuellement, le citoyen entre dans le système de santé lorsqu'il tombe malade, lorsque sa situation de santé se dégrade. Il est impératif d'agir en amont si nous désirons contrôler les dépenses en santé, d'inclure aussi dans le système tout ce qui vise le maintien en santé. Pour ce faire, le patient doit revenir au centre de notre système de santé. Cela sera possible en alignant les incitatifs financiers qui encouragent la santé. Par exemple, le paiement des médecins de famille par forfait est l'une des solutions. Plus la santé du patient est stable ou s'améliore, plus la rémunération du médecin devient intéressante. Cela permet aussi d'agir sur la culture paternaliste de notre système de santé (le médecin ordonne le traitement et le patient suit bien docilement), qui n'est pas adaptée au contexte de maladie chronique. La maladie se vit à la maison, au travail, avec la famille, dans les loisirs: elle ne se vit plus seulement à l'hôpital ou dans le cabinet du médecin. L'implication accrue du patient, devenant un acteur-clé, est donc essentielle à l'atteinte d'une meilleure santé et ce mode de rémunération peut y contribuer grandement. De plus, une meilleure santé du patient sera le résultat d'un travail d'équipe entre les différents professionnels de la santé; d'un accès à des services préventifs, autres que médicaux, comme le psychologue, la nutritionniste, le kinésologue par exemple.

Nous devons aussi nous doter d'indicateurs de performance beaucoup plus reliés à la «création de santé». Le fameux «85% des Québécois auront un médecin de famille», a-t-il beaucoup d'impact sur notre santé? Un pourcentage des cliniques qui permettent de mieux contrôler les personnes atteintes de diabète, un taux moindre de réadmissions après une chirurgie, une population déterminée avec un meilleur contrôle de la pression artérielle grâce à des services utilisés à la pharmacie sont des indicateurs qui parlent plus et qui permettent de mettre en valeur la santé créée par ces interventions.

On ne peut améliorer que ce que l'on mesure. Il est donc impératif de se doter d'indicateurs basés sur des données fiables pour mesurer. Ces données, elles existent et sont d'une grande richesse. Elles se trouvent toutes à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ). Il s'agit maintenant que notre gouvernement les utilise sécuritairement et convenablement afin d'éclairer



suite de la page 23

nos décisions cliniques et administratives. Nous n'avons plus le luxe de faire autrement.

En résumé, nous proposons de redonner du pouvoir au patient en rendant la santé «payante» par une réforme des incitatifs financiers valorisant les données de la RAMQ, un trésor pour prendre des décisions éclairées en matière de santé. Nous pourrions alors migrer d'un système d'assurance maladie à un système d'assurance santé.

12. Dans vos trois livres, nous sommes du côté du rêve et de l'avenir. Cela fait grand bien mais, dans votre ouvrage, sont peu abordés les obstacles jouant contre ces bonnes intentions et vos propositions. Quels sont les principaux obstacles que vous identifiez dans cette marche vers le progrès ?

Des obstacles, il y en a toujours eu. Rien de neuf donc pour notre époque. Ce sont notre regard, notre détermination et nos choix qui feront la différence. Si on se rappelle, il y a une soixantaine d'années un jeune sur deux fréquentait encore l'école à 16 ans; l'espérance de vie ne dépassait pas 70 ans et on achetait nos votes avec des frigos et des routes! Sérieusement, si nous nous reportons à cette époque, avec les moyens dont nous disposions... cela semblait impossible, mais avec beaucoup de volonté, la situation a maintenant grandement évolué. Nous avons aujourd'hui d'autres défis, d'autres obstacles, oui, mais avec de la vision, de la volonté, nous réussirons à les relever! Notre plus gros obstacle est peut-être nous-même: le cynisme, le découragement, l'individualisme doivent s'estomper, nous devons croire en notre capacité immense de réaliser des projets collectifs, pour le bien de tous.

Un effort collectif sera de nouveau requis, une volonté de définir les défis et de se faire confiance. L'État doit redevenir un outil de développement collectif à travers les impôts prélevés et les politiques publiques structurantes qu'il peut adopter. Nos dirigeants doivent agir à la hauteur de leur fonction, nous devons exiger des comptes.



Ce mieux-être, c'est à nous, nos élus et nos experts de le définir. Cette vision, la population et les décideurs doivent se l'approprier afin que la mobilisation des forces nécessaires au changement soit possible. C'est l'une des grandes responsabilités de notre classe politique dans ce nouveau mandat. Les défis sont grands et tant l'implication que l'appui des citoyens seront primordiaux dans l'amorce de ces décisions courageuses et audacieuses dont le Québec a besoin.

13. Faites-nous rêver: le Québec de demain, à quoi ressemblera-t-il ?

Le Québec sera un endroit où la réussite de nos enfants sera une valeur partagée par tous, où les enseignantes et enseignants seront choisis parmi les meilleurs, valorisés dans leur rôle de passeurs de savoir. Il sera un endroit où la population demeurera en santé plus longtemps, et où chacun sera activement impliqué dans le maintien de sa santé et son bien-être.

Les Québécois constitueront une nation fière, appuyée sur son immense, son magnifique territoire. En le connaissant mieux, nous nous connaissons mieux également. Nous aurons pris la mesure de nos enjeux, de nos particularités, de ce qui nous distingue, de nos ressources, de nos forces.

Nous relèverons nos défis, nous ferons face à nos enjeux avec nos outils; nos réponses combleront nos besoins. Ce sera possible parce que nous aurons repris confiance en notre capacité de relever ces défis pour bâtir un avenir meilleur.

Car c'est seulement en travaillant de concert, ensemble et partout au Québec, que nous pourrions atteindre la prochaine étape. Celle qui fera de nous un peuple réussissant à la hauteur de ses ambitions.

Rêvons collectivement de ce que le futur peut nous apporter encore. Remettons nos bottes d'explorateurs, de défricheurs pour aller au bout de notre potentiel. De grands changements sont nécessaires au Québec. Pour y arriver, nos décideurs devront faire preuve d'audace, de détermination. C'est nous tous, citoyens, qui, avec notre désir de faire mieux et notre conviction qu'il est possible de le faire, inciterons les décideurs à faire ces choix audacieux. ❖



MAXIME CATELLIER

LE TEMPS PRÉSENT

Montréal, Boréal, 2018, 144 pages

En presque une année, d'un été au suivant, Maxime Catellier tente une saisie compréhensive des paradoxes du présent. Seulement voilà! Persuadé de l'absurdité d'un temps qui passe au lieu de «suspendre son vol», l'auteur ne peut que subir l'emportement de ses mots, comme autant de cris et de masques diaboliques. L'invocation est dans cet essai celle d'un désespoir à la fois raisonné et violent: Catellier a besoin de nourrir son passé et le nôtre d'assez de nostalgie, selon lui, «pour guérir notre peur de l'avenir». Au bord de l'apocalypse climatique, nous vivons les débuts d'une nouvelle peste noire, celle qui, mille ans plus tard, comptera sans doute les morts par millions et qui, peut-être, nous exterminera jusqu'au tout dernier «innocent».

C'est grâce à la beauté formelle du texte que j'ai pu lire cet essai jusqu'à son terme. Maxime Catellier manie sa langue avec le magique talent de qui sait choisir ses mots et faire danser sa prose. À la fois poète et prophète, l'auteur est aussi compositeur et chanteur du pire: «Qu'est-ce qui nous empêche de résister à ce qui menace de faire disparaître notre entière civilisation, sinon la peur de perdre l'illusion qu'il y a encore quelque chose à espérer?».

Je ne partage pas entièrement les pessimismes qui décrivent ici l'agonie d'une civilisation et, comme on dit, de notre humanité. Mais je suis ici séduit par le «chant désespéré» qui reste le plus beau. Les textes de Catellier nous emportent et nous envoûtent plus qu'ils ne nous portent ou ne nous convainquent. Sa superbe prose rend possible cette traversée de la dernière tempête, comme la musique des violons sur le Titanic.

On pardonnera à l'auteur la longueur de ses phrases, comme un réseau de lianes parfois étouffantes. On ne lui en voudra pas de multiplier les références et des citations parfois aussi longues qu'un mémoire de second cycle. Séduit par la musique des mots et la splendeur des phrases, on oubliera les tentations de l'impatience, comme je l'ai fait, à la fois surpris et ravi de l'être. J'ai fait ici la joyeuse découverte d'un véritable écrivain. C'est toujours ça de pris, avant la fin du monde tant annoncée.

Jean Carette